

M. SOULARD, président,

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

La formation de jugement de la COUR DE RÉVISION ET DE RÉEXAMEN, en son audience publique, tenue au Palais de justice de Paris, a rendu l'arrêt suivant :

Statuant sur la requête en révision présentée le 24 juin 2014 par le Garde des sceaux, ministre de la justice, tendant à la révision de l'arrêt du 21 octobre 1959 de la cour criminelle de la Polynésie française, qui a condamné M. Pouvanaa Tetuaapua dit a Oopa à la peine de 8 années de réclusion criminelle et 15 années d'interdiction de séjour ;

LA COUR, statuant après débat en l'audience publique du 5 juillet 2018 où étaient présents : M. Soulard, président, Mme Martinel, conseiller-rapporteur, M. Nivôse, M. Cayrol, Mme Zerbib-Chemla, M. Rinuy, Mmes Gelbard-Le Dauphin, Fontaine, conseillers, MM. Roth, Gauthier, Mmes Pichon, Kloda, M. Ascensi conseillers-référendaires ;

Avocat général: Mme Moracchini ;

Greffier : Mme Guénée ;

Vu la décision de la commission d'instruction en date du 18 décembre 2017, saisissant la formation de jugement de cette Cour de la demande en révision présentée par le Garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu les articles 622 et suivants du code de procédure pénale, dans leur rédaction issue de la loi n°2014-640 du 20 juin 2014 ;

Vu les convocations régulièrement adressées ;

Vu le mémoire déposé par Maître Piwnica, avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat, curateur à la mémoire de M. Tetuaapua dit Pouvanaa a Oopa ;

Vu les conclusions écrites déposées par Mme l'avocat général ;

Après avoir entendu Mme le conseiller Martinel en son rapport, Maître Piwnica, en ses observations, Mme l'avocat général Moracchini en ses conclusions, Maître Piwnica ayant eu la parole en dernier ;

Après en avoir délibéré en chambre du conseil ;

Attendu que le dossier est en état et qu'il n'y a pas lieu d'ordonner une instruction complémentaire ;

Attendu qu'il résulte des pièces de la procédure qu'au cours de la nuit du 10 au 11 octobre 1958, vers 2 heures 10, des engins incendiaires ont été jetés, dans la ville de Papeete, en direction des maisons de MM. Hervé et Lou Chao Lou Kwan Yick et de l'entrepôt de bois de M. Wan Fa Siu Po, qui ont provoqué des départs de feu, rapidement éteints ou s'éteignant eux-mêmes ; que vingt-et-un engins de même nature, qui n'avaient pas été utilisés, ont été découverts en divers endroits de la ville ; qu'à l'issue de l'information ouverte le même jour, le tribunal supérieur d'appel de la Polynésie, constitué en chambre des mises en accusation, a ordonné le renvoi devant la cour criminelle de Polynésie française de quinze inculpés, parmi lesquels Pouvanaa Tutapu Tetuaapua, dit Pouvanaa a Oopa, accusé de complicité d'incendies volontaires ou de tentatives d'incendies volontaires d'édifices habités, et de détention d'armes et de munitions sans autorisation ; que, par arrêt du 21 octobre 1959, la cour criminelle a, notamment, déclaré Pouvanaa a Oopa coupable de complicité par provocation, fourniture de moyens, aide ou assistance, de tentatives de destruction, en tout ou partie, d'édifices appartenant à autrui, et de détention d'armes à feu et de munitions sans autorisation, l'a condamné à huit ans de réclusion criminelle et trente-six mille francs métropolitains d'amende, et a prononcé son interdiction de séjour pour une durée de quinze ans ; que, par un arrêt du 20 février 1960, la chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé par Pouvanaa a Oopa contre cette décision ; qu'il a bénéficié d'une remise gracieuse partielle de sa peine privative de liberté, puis d'une remise de sa peine d'interdiction de séjour, et enfin, en 1969, d'une amnistie ;

Attendu que, par une décision du 18 novembre 1993, la commission de révision a rejeté une demande de révision de cette condamnation, présentée le 21 octobre 1988, par M. Aromaiterai et Mmes Faitereruaaitemoana Oopa et Esther Oopa, respectivement fils, soeur, et petite-fille de Pouvanaa a Oopa ;

Attendu que, le 24 juin 2014, le Garde des sceaux, ministre de la justice, a formé une nouvelle requête en révision ; que la commission d'instruction de la Cour de révision et de réexamen a, par décision du 15 décembre 2014, ordonné un supplément d'information au cours duquel deux commissions rogatoires ont été adressées au doyen des juges d'instruction du tribunal de première instance de Papeete, dont les pièces d'exécution ont été retournées à la commission d'instruction le 21 juin 2017. ;

Attendu que la première demande de révision se fondait sur les déclarations de l'ancien gendarme, Adolphe Bohl, desquelles il résultait que des violences avaient été exercées par d'autres gendarmes sur plusieurs personnes qui avaient été interpellées, sur une note émanant de l'administrateur des Iles-sous-le-Vent, Philippe Scipion, datée du 9 octobre 1958, et sur un nouveau témoignage émanant de Charles Brotherson, ces deux éléments laissant supposer que l'arrestation de Pouvanaa a Oopa avait été annoncée la veille du jour où elle s'était produite ;

Attendu que la requête du ministre reprend ces éléments et invoque de nouveaux témoignages émanant de Mme Esther a Oopa, petite-fille de Pouvanaa a Oopa, M. Roo Temaurioraa (dit "Lapin"), et de Mme Lucella Barff, une amie des petites-filles de Pouvanaa a Oopa qui habitait dans une maison en face de son domicile ; qu'elle soutient que ces nouveaux témoignages doivent être lus à l'aune d'autres éléments issus du contexte de l'affaire, recueillis par l'historien Jean-Marc Regnault dans des documents d'archives, pour certains déclassifiés ;

Attendu que, par une décision du 18 décembre 2017, la commission d'instruction de la Cour de révision et de réexamen, après avoir pris en compte, conformément à l'article 624-2 du code de procédure pénale, l'ensemble des faits nouveaux ou des éléments inconnus sur lesquels se sont appuyées les deux requêtes en révision, a saisi la formation de jugement de la Cour de la demande de révision présentée par le Garde des sceaux, ministre de la justice ;

I. - Sur le délit de complicité de tentative de destruction d'habitations par provocation

Attendu qu'au cours de la première procédure en révision, M. Charles Brotherson a affirmé que l'arrestation de Pouvanaa a Oopa avait été annoncée comme effective sur une affiche deux jours avant qu'elle n'intervienne, corroborant en cela l'existence de la note du gouverneur de l'Ile-sous-le Vent, Philippe Scipion, en date du 9 octobre 1958, dont la copie a été produite pour la première fois dans le cadre de cette première procédure ;

Attendu que le délit de détention d'armes sans autorisation supposant que son auteur ait eu effectivement connaissance de la détention incriminée, il existe des faits nouveaux et éléments inconnus de la juridiction lors du procès de nature à créer un doute sur la culpabilité de Pouvanaa a Oopa ;

PAR CES MOTIFS,

DIT la requête en révision fondée,

ANNULE l'arrêt de la cour criminelle de Polynésie française du 21 octobre 1959 condamnant Pouvanaa a Oopa à la peine de huit ans de réclusion criminelle et à celle de quinze ans d'interdiction de séjour,

CONSTATE que Pouvanaa a Oopa est décédé le 10 janvier 1977,

DÉCHARGE sa mémoire.

Ainsi fait et jugé par la formation de jugement de la Cour de révision et de réexamen le 25 octobre 2018 ;

En foi de quoi le présent arrêt a été signé par le président, le rapporteur, et le greffier.

Pour copie conforme



LE GREFFIER

S. GUENEE